

COMPTES NATIONAUX PROVISOIRES DE 2018

L'arrêté des comptes nationaux de l'année 2018 fait ressortir un ralentissement de la croissance de l'économie nationale se situant à 3% au lieu de 4,2% en 2017. Cette croissance a été tirée par la consommation finale des ménages et l'investissement dans le contexte d'une inflation maîtrisée et d'un besoin de financement de l'économie nationale en augmentation.

Il ressort de ces comptes les principaux résultats suivants :

Une croissance économique en ralentissement :

Le secteur agricole a affiché un net ralentissement de son rythme de croissance, passant de 15,2% en 2017 à 4% durant l'année 2018.

De son côté, le secteur des activités non agricoles a réalisé un ralentissement du taux d'accroissement de sa valeur ajoutée passant de 2,9% en 2017 à 2,6% l'année 2018.

Dans ces conditions, et tenant compte de l'accroissement des impôts sur les produits nets des subventions de 4,6% au lieu de 3,1%, le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume s'est accru de 3% en 2018 au lieu de 4,2% l'année précédente.

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 4,1% en 2018 au lieu 4,9% une année auparavant, dégageant ainsi une hausse du niveau général des prix de 1,1% au lieu de 0,7%.

Croissance tirée par la demande intérieure

La demande intérieure, en volume, a enregistré une hausse de 3,9% en 2018 au lieu de 3,6% en 2017 et sa contribution à la croissance du PIB a été de 4,3 points au lieu de 3,9 points l'année précédente.

Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3,3% au lieu de 3,8% en 2017 contribuant ainsi pour 1,9 points à la croissance.

De son côté, la consommation finale des administrations publiques (APU) a enregistré un taux de croissance de 2,5% en 2018 au lieu de 1,9% une année auparavant, contribuant ainsi pour 0,5 point à la croissance.

L'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation des stocks), pour sa part, a enregistré une croissance positive de 5,9% au lieu de 4,1% l'année précédente, avec une contribution à la croissance de l'ordre de 1,9 points.

Une contribution négative des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à (- 1,3) point au lieu d'une contribution positive de 0,3 en 2017. Ainsi les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 5,8% au lieu de 11,1%, avec une contribution à la croissance de 2,2 points au lieu de 3,9 points. Les importations, de leur côté, ont connu un accroissement de 7,5% au lieu de 7,9%, avec une contribution négative de (- 3,5) points au lieu de (- 3,6) points l'année passée.

Augmentation du besoin de financement

Avec une augmentation de 4,1% du PIB aux prix courants en 2018 et une nette baisse de 20,4% des revenus nets reçus du reste du monde, le revenu national brut disponible a enregistré une baisse de son rythme de progression passant de 8,2% en 2017 à 1,5% en 2018 pour se situer à 1 157,7 milliards de DH.

Dans ces conditions, avec un accroissement de 4,2% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 3,8% enregistré une année auparavant, l'épargne nationale s'est située à 27,6% du PIB au lieu de 29,1%.

L'investissement brut (FBCF et variation de stocks) a représenté 33,5% du PIB en 2018 au lieu de 32,6% une année auparavant. Il est financé à hauteur de 82,3% par l'épargne nationale brute contre 89,1% en 2017.

Le besoin de financement de l'économie nationale s'est ainsi aggravé, passant de 3,5% du PIB en 2017 à 5,9% en 2018.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN



Ilot 31-3, Secteur 16, Hay Riad - Rabat - Maroc - BP : 178 - 10 001

Tél. : (+212) 5 37 57 69 04 - Fax : (+212) 5 37 57 69 02

Site Web : www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA

البنك المغربي للتجارة الخارجية الإفريقية



Evolution des principaux agrégats

Opérations	2016	2017	2018
Décomposition du PIB			
	Croissance annuelle en % (aux prix de l'année précédente)		
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	4,2	3,0
Valeur ajoutée totale aux prix de base	0,1	4,4	2,8
Agriculture	-13,7	15,2	4,0
Hors agriculture	2,1	2,9	2,6
Impôts sur les produits nets des subventions	8,8	3,1	4,6
Produit intérieur brut non agricole (*)	3,0	2,9	2,9
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	3,7	3,8	3,3
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	1,5	1,9	2,5
Dépenses de consommation finale des ISBL	6,0	2,1	3,2
Formation brute de capital fixe	8,8	-0,2	1,2
Importations de biens et services	14,5	7,9	7,5
Exportations de biens et services	6,0	11,1	5,8
Décomposition du PIB			
	Aux prix courants (en millions de DH)		
Produit intérieur brut (PIB)	1 013 229	1 063 351	1 106 822
Valeur ajoutée totale aux prix de base	894 601	940 831	976 114
Agriculture	110 549	120 092	124 395
Hors agriculture	784 052	820 739	851 719
Impôts sur les produits nets des subventions	118 628	122 520	130 708
Produit intérieur brut non agricole	902 680	943 259	982 427
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	586 461	609 882	636 065
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	195 644	201 821	210 014
Dépenses de consommation finale des ISBL	5 845	6 007	6 175
Formation brute de capital fixe	304 286	304 571	314 963
Importations de biens et services	461 111	497 243	545 170
Exportations de biens et services	358 192	395 706	428 724
Revenu national brut disponible (RNBD)	1 073 422	1 127 198	1 157 674
Epargne nationale brute (ENB)	285 472	309 488	305 420
Besoin de financement	42 726	37 690	65 594
Quelques ratios économiques			
	En %		
PIB par habitant (en dirham)	29 380	30 510	31 426
RNBD par habitant (en dirham)	31 126	32 342	32 870
Dépenses de consommation finale des ménages/PIB	57,9	57,4	57,5
Dépenses de consommation finale des APU/PIB	19,3	19,0	19,0
Dépenses de consommation finale des ISBL/PIB	0,6	0,6	0,6
Exportations de biens et services/PIB	35,4	37,2	38,7
Importations de biens et services/PIB	45,5	46,8	49,3
Taux d'investissement (FBC/PIB)	32,4	32,6	33,5
Taux d'épargne nationale (ENB/PIB)	28,2	29,1	27,6
Besoin de financement/PIB	- 4,2	- 3,5	- 5,9

(*) Valeur ajoutée hors agriculture augmentée des impôts sur les produits nets des subventions.

Sommaire

Prix	1
Indicateurs économiques et financiers	2
Situation du marché du travail premier trimestre 2019	3
Comptes nationaux provisoires de 2018	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Mai 2019 - N° 251

BULLETIN MENSUEL

PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

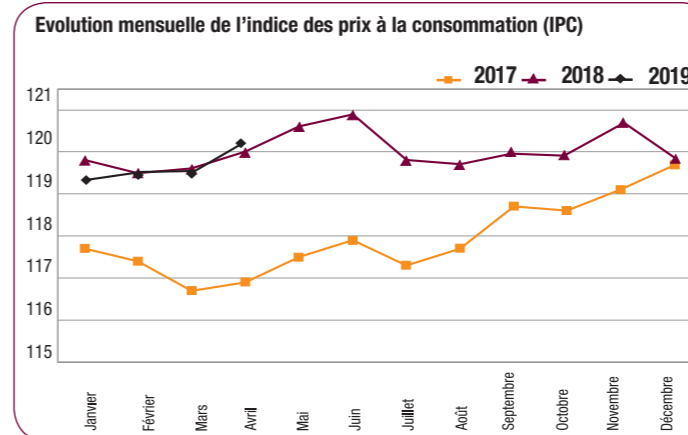
Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois d'avril 2019, une hausse de 0,6% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 1,4% de l'indice des produits alimentaires et de la stagnation de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de

l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,2% au cours du mois d'avril 2019.

Le taux d'accroissement de l'indice moyen des quatre premiers mois de 2019, par rapport à celui de la même période de 2018, s'établit à - 0,1%.



DIVISIONS DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES QUATRE PREMIERS MOIS		
	MARS 2019	AVRIL 2019	VAR.%	2018	2019	VAR.%
Produits alimentaires	125,8	127,5	1,4	128,6	126,5	- 1,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	124,4	126,2	1,4	128,3	125,2	- 2,4
Boissons alcoolisées et tabac	159,4	159,4	0,0	138,5	159,4	15,1
Produits non alimentaires	114,4	114,4	0,0	113,3	114,3	0,9
Articles d'habillements et chaussures	117,1	117,0	- 0,1	116,3	117,3	0,9
Logements, eau, électricité, et autres combustibles	117,1	117,1	0,0	115,8	117,0	1,0
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	112,1	112,2	0,1	110,2	112,1	1,7
Santé	106,6	106,6	0,0	105,5	106,6	1,0
Transport	111,5	112,3	0,7	111,5	110,7	- 0,7
Communication	59,6	59,6	0,0	59,4	59,6	0,3
Loisirs et culture	100,8	101,0	0,2	99,3	100,4	1,1
Enseignement	153,5	153,5	0,0	148,4	153,5	3,4
Restaurants et hôtels	133,1	133,2	0,1	131,2	133,1	1,4
Biens et services divers	123,0	123,3	0,2	122,3	123,1	0,7
Indice général	119,5	120,2	0,6	119,8	119,7	- 0,1

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Evolution de l'IPC par ville

VILLES	INDICES MENSUELS			INDICES DES QUATRE PREMIERS MOIS		
	MARS 2019	AVRIL 2019	VAR.%	2018	2019	VAR.%
Agadir	117,1	118,0	0,8	117,7	117,4	- 0,3
Casablanca	122,6	123,3	0,6	122,2	122,8	0,5
Fès	121,1	122,0	0,7	120,2	121,3	0,9
Kénitra	118,3	118,4	0,1	118,3	118,2	- 0,1
Marrakech	118,6	119,9	1,1	119,5	118,9	- 0,5
Oujda	117,7	118,0	0,3	118,7	117,6	- 0,9
Rabat	116,7	117,5	0,7	117,0	117,0	0,0
Tétouan	119,2	119,9	0,6	119,8	119,5	- 0,3
Meknès	121,2	122,0	0,7	121,9	121,4	- 0,4
Tanger	120,8	121,5	0,6	121,7	120,9	- 0,7
Laâyoune	121,0	121,9	0,7	121,6	121,6	0,0
Dakhla	121,3	122,2	0,7	121,9	121,7	- 0,2
Guelmim	119,0	119,4	0,3	119,4	119,0	- 0,3
Settat	117,2	118,4	1,0	118,0	117,5	- 0,4
Safi	115,0	115,8	0,7	115,7	115,2	- 0,4
Beni-Mellal	116,9	118,3	1,2	118,4	117,4	- 0,8
Al-Hoceïma	118,5	119,9	1,2	120,4	119,0	- 1,2
Ensemble	119,5	120,2	0,6	119,8	119,7	- 0,1

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Au cours du mois d'avril de l'année 2019, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Beni-Mellal et Al-Hoceïma avec 1,2%, à Marrakech avec 1,1%, à Settat avec 1,0%, à Agadir avec 0,8%, à Fès, Rabat, Meknès, Laâyoune, Dakhla et Safi avec 0,7%, à Casablanca, Tétouan et Tanger avec 0,6%.

par rapport à la même période de 2018 les baisses les plus importantes à Al-Hoceïma avec 1,2%, à Oujda avec 0,9%, à Beni-Mellal avec 0,8%, à Tanger avec 0,7% et à Marrakech avec 0,5% ; et les moins importantes à Agadir, Tétouan et Guelmim avec 0,3%, à Dakhla avec 0,2% et à Kénitra avec 0,1%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Casablanca avec 0,5% et à Fès avec 0,9%.

Evolution des variations interannuelles de 2017 à 2019

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	AVRIL/AVRIL (1)	LES QUATRE PREMIERS MOIS (2)
2017	0,3	1,0
2018	2,7	2,2
2019	0,2	- 0,1

Source : Haut-Commissariat au Plan.

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des quatre premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

